



Front des luttes

- mai 2014 -



Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Retrouvez l'analyse des élections européennes sur notre site : <http://www.urcf.fr/spip.php?article689>

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

Travailleurs de la collecte et du traitement des déchets.

Un mouvement de grève national des agents chargés de la collecte et du traitement des déchets a eu lieu le lundi 12 mai, à l'appel de la CGT. Dans le public comme dans le privé, éboueurs, balayeurs, chauffeurs, agents de tri et de traitement des déchets étaient invités à participer à ce mouvement national reconductible pour revendiquer un départ anticipé en retraite, entre 5 et 10 ans selon l'exposition, une réduction du temps de travail pour les travaux insalubres, ainsi qu'une revalorisation salariale.

"Il y a eu des perturbations dans la collecte des déchets sur tout le territoire", a déclaré un responsable de la fédération CGT des Services publics : notamment 80% de grévistes à Martigues (Bouche-du-Rhône), 65% dans l'agglomération de Niort (Deux-Sèvres), 60% à Nantes et dans le département des Landes ou encore 30% à Paris, où environ 300 éboueurs ont manifesté aux abords de la Tour Eiffel. Le secrétaire général de la fédération CGT transports, avait fait état pour le privé de "90% de grévistes chez Sita, 60% chez Urbaser et 40% chez Veolia" en

Ile-de-France. Une délégation a été reçue dans l'après-midi par des conseillers du ministre du Travail et de la ministre de la Fonction publique.

D'autres actions sont à venir ainsi que la reconduite du mouvement dans certaines entreprises et certains dépôts. Le syndicat CGT, majoritaire dans le secteur (la filière compte quelques 35.000 agents dans le public et autant dans le privé), rappelle qu'une étude a montré que les professionnels de la branche avaient "5 ans et demi d'espérance de vie en moins" que les cadres ou les administratifs.

SAM (Société Aveyronnaise de Métallurgie).

Le 21 mai, les salariés de SAM (Société Aveyronnaise de Métallurgie) Technologies de Viviez, qui produit des pièces pour automobiles, se sont mis en grève et ont bloqué l'usine qui emploie plus de 400 travailleurs dont des intérimaires. Ils exigent des augmentations de salaires, des embauches, et une amélioration de l'organisation du travail. La direction cherche à imposer un plan de compétitivité que les travailleurs ont jusqu'à présent réussi à empêcher. Le groupe Arche, propriétaire de l'usine, multiplie les partenariats avec des monopoles à l'étranger (Turquie, Corée du Sud...), faisant craindre aux travailleurs des délocalisations. L'usine en France produit essentiellement pour le monopole Renault. Le 24, un accord de fin de conflit a été signé suite à l'« engagement » de la direction à maintenir l'emploi pendant trois ans et annonce avoir trouvé de nouveaux contrats. Des augmentations de salaires ont aussi été obtenues. La lutte, grève à l'appui, paye donc, même si une promesse des patrons n'a jamais plus de valeur que la feuille de papier sur laquelle elle est signée.

Luttes pour l'emploi

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Agents douaniers.

Une soixantaine de douaniers de Dunkerque ont symboliquement déconnecté de nombreux ordinateurs de la direction régionale des douanes contre les suppressions de postes dans leur administration.

Les douaniers, une soixantaine sur les 140 qui travaillent à Dunkerque, ont voté cette action lors d'une intersyndicale CFDT, CGT, Unsa, Solidaires et USD-FO, pour dénoncer les réorganisations et suppressions d'emplois prévues dans le plan stratégique à l'horizon 2018 de leur administration. Après l'intersyndicale, les douaniers ont déconnecté des ordinateurs dans un premier bâtiment avant de se diriger, non loin de là, vers les locaux de la direction régionale où se tenait une réunion des chefs de service, pour y déconnecter d'autres postes de travail. "Aujourd'hui, le gouvernement a mis en place un plan pour démanteler la douane. On va anticiper ce plan, rentrer dans tous les services, déconnecter les ordinateurs et symboliquement aller dans le conseil de direction remettre les connections internet, les câbles informatiques, de tous les services qui d'ici 2018 vont fermer", a déclaré un responsable syndical. "La douane de demain, la douane de 2018, c'est une douane (et à) la direction régionale de Dunkerque 200, 300 emplois en moins (sur 650). Derrière, c'est le citoyen qui n'est plus protégé".

Les 650 fonctionnaires de la direction des douanes de Dunkerque sont répartis entre le Pas-de-Calais, Dunkerque et le tunnel sous la Manche. L'Hexagone compte quelque 16.500 douaniers.

Philips Eclairage (électronique)

Environ soixante-dix salariés de l'entreprise Philips Eclairage ont manifesté devant le siège de l'entreprise, à Suresnes (Hauts-de-Seine), pour protester contre la suppression de 75 emplois sur le site de Chartres (Eure-et-Loir), qui compte 297 salariés et où a été lancé un mouvement de grève. Des salariés de Miribel (Ain) et de Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher) étaient là en signe de solidarité. La direction patronale a annoncé un plan de suppression d'emplois portant sur 75 emplois, soit à peu près un quart des emplois du site de Chartres, avec une période de départs volontaires, pour soi-disant assurer la compétitivité. *"En 2012, 55 personnes ont déjà été licenciées dans cette usine. On craint tout simplement la fermeture du site de Chartres"*, précise un responsable syndical.

Pour sauver le site et les emplois, nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier de Philips Eclairage !

Intermarché (groupement des Mousquetaires, commerce).

La plupart des 35 bases alimentaires d'Intermarché (groupement des Mousquetaires) étaient paralysées vendredi 16 mai par une grève contre un plan visant à supprimer à long terme plus de 4.000 postes sur 8.500.

La direction patronale du groupement des Mousquetaires, qui regroupe des chefs d'entreprise indépendants, a lancé en 2012 un plan de transformation de sa logistique, qui annoncerait la fermeture de plusieurs entrepôts.

"Il y a 50% de grévistes sur toute la France et 31 bases sont totalement ou partiellement bloquées. Si la direction ne fait pas de proposition très rapidement, nous durcirons le mouvement", a expliqué un responsable syndical chez Intermarché Logistique Alimentaire Internationale (ITM-LAI). Les élus du personnel sont appelés à négocier sans connaître le nombre de postes touchés et les bases qui seront fermées ou impactées à long terme, selon les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC, qui appellent à la grève. Ils redoutent à terme la suppression de la moitié des effectifs, soit plus de 4.000 emplois. De plus, les indemnités de licenciement proposées ne sont pas au rendez-vous, selon eux. Ils ont calculé qu'un salarié avec neuf années d'ancienneté partirait avec quatre mois de salaire et réclament un mois de salaire par année d'ancienneté. *"Le problème, c'est qu'il n'y a aucune visibilité. C'est un plan de transformation sur 10-12 ans et donc les plans se feront les uns après les autres avec 200 licenciements dans une région et puis plus tard 150 dans une autre... par exemple, la base de Narbonne va bientôt fermer. La direction y va tout doucement, progressivement. Nous sommes en train de disparaître petit à petit alors que le groupe crée des magasins et fait des bénéfices"*, rajoute un autre responsable syndical.

Poste

Le 21 mai, quatre militants de SUD-PTT ont été placés en garde à vue à Paris, sous l'accusation de *"violences volontaires en réunion"*, pour avoir occupé des locaux de la Poste. Le mouvement de grève continue, notamment dans les Hauts-de-Seine (voir les luttes des mois précédents). Le 23, des postiers de ce département ont occupé le siège du PS à Paris, accompagnés d'intermittents du spectacle.

Le Parti du Capital qui a mené l'essentiel du processus de privatisation de la Poste n'a pas daigné les recevoir. L'URCF appelle à étendre les objectifs de lutte (embauche des précaires, arrêt des restructurations) à celui de retour au monopole public de la Poste et des Télécommunications sous le contrôle des travailleurs.

Centre social de Ménilmontant (Paris, 20^{ème} arrondissement)

Ce 31 mai, plus de 50 personnes se sont rassemblées devant la Mairie du 20^e arrondissement de Paris pour exiger le maintien du centre social de Ménilmontant et des emplois, autour du mot d'ordre d'expropriation de l'Archevêché au profit de la Ville de Paris. L'URCF, qui soutient et participe à cette lutte, était présente.

<http://cgtrelais.eklablog.fr/succes-du-rassemblement-du-31-mai-a108115416>

Luttes pour les conditions de travail

Buffalo Grill (restauration)

Le 25 mai, dans une cinquantaine de restaurants Buffalo Grill, les employés ont fait grève et manifesté pour protester contre les projets de la direction sur la modulation du temps de travail qui supprimerait les heures supplémentaires et complémentaires. Un nouvel appel à la grève avait été lancé pour le 31.

Un collectif national est né pour la

« nationalisation sans indemnisation,

avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation ... :

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois.** La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF *salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : salariés du groupe pharmaceutique Merck Sharp et Dhome (MSD), travailleurs de la clinique privée de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), salariés réprimés de l'entreprise Nutribio (groupe Sodiaal), salariés du fabricant de chariots de supermarchés Caddie (Bas-Rhin), travailleurs des entrepôts français du géant de l'ameublement Ikea, (entrepôts de Metz, Saint-Quentin-Fallavier et Fos-sur-Mer), travailleurs de la SNCF, Intermittents du spectacle, postiers des Hauts-de-Seine, ...*

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

01 juin 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF